

AVERTISSEMENT: Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs. Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la défense, ni institutionnelle.

Editorial Dossier stratégique Enjeux Hommage Le livre du mois Relève stratégique Actualités de l'IRSEM

Retrouvez l'intégralité de ce numéro sur www.defense.gouv.fr/irsem

Suivez nous avec :



Editorial

La puissance, doctrine et pratique

Par Frédéric CHARILLON, directeur de l'IRSEM

En cet hiver 2013, la France est simultanément aux prises avec deux exercices ayant la puissance pour énoncé :

1- la (re)définition, la *programmation* de cette puissance d'abord, avec la rédaction en voie d'achèvement du Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationales ; 2- la *pratique* de cette puissance ensuite, avec l'action de ses troupes au Mali depuis le 11 janvier dernier (sans oublier sa présence militaire ailleurs dans le monde). Avec un recul encore faible, on peut dégager néanmoins, peut-être provisoirement, au moins quatre observations, ou plutôt de confirmations de tendances stratégiques.

Première confirmation : la puissance se pense et s'exerce sur des temporalités différentes, qu'il faut bien arriver à concilier en dépit des contraintes du moment. La France n'est pas la seule à devoir adapter son outil militaire en temps réel, pour préparer l'avenir tout en gérant les impératifs du présent, appuyée sur des atouts hérités du passé. Lourde tâche qui tient à la fois de l'analyse des relations internationales (pour anticiper le monde à venir), de la politique publique (pour s'y préparer avec des objectifs et des moyens adaptés), et de la sociologie de la décision (pour gérer les hommes, leur formation, leurs schémas cognitifs). Tout en travaillant à la rationalisation des moyens et en privilégiant la réflexion à long terme (par l'exercice récurrent du Livre Blanc), la France, en Côte d'Ivoire en avril 2011, en Libye de mars à octobre de la même année (opération Harmattan), au Mali aujourd'hui (opération Serval), a joué un rôle ou pris des initiatives militaires rapides, qui ont rappelé qu'elle comptait parmi les puissances les plus aptes à utiliser l'intervention militaire comme outil d'urgence.

Deuxième confirmation : l'autonomie de puissance – ou autonomie stratégique – se compose et se composera de plus en plus demain, de deux volets inséparables. Il importe, dans un premier temps, de disposer de l'outil militaire permettant d'agir *seul*. Il importe, dans un second temps, de disposer de la « capacité d'entraînement » diplomatique permettant de ne pas le rester. Le premier volet, à l'heure où nous écrivons ces lignes, est déjà mis en œuvre au Mali : Paris a déployé les moyens et la volonté d'agir en pionnier, estimant de sa propre analyse que la situation l'exigeait. Le second volet est en cours de construction, il est davantage diplomatique dans son exécution, et sa réussite constituera un test important pour la France, pour ses partenaires européens, pour ses alliés africains, pour ses amis en général.

Troisième confirmation qui découle de la précédente : le concept de puissance demeure avant tout relationnel et relatif. La puissance n'est plus, comme on l'a cru longtemps au temps de la bipolarité, une somme de capacités matérielles mesurables en chiffres absolus (la possession de n missiles, le pouvoir de faire exploser n fois la planète contre $n-x$ à l'adversaire, etc.). Elle consiste à être en mesure d'atteindre ses objectifs sur un enjeu et un terrain donnés, avec trois variantes de capacité : « faire », « faire faire », et « empêcher de faire ». Etre capable d'agir sans contrainte de pression extérieure ni de moyens (*faire*), engager d'autres acteurs, par la conviction et non la contrainte, dans des actions qu'ils n'auraient peut-être pas entreprises seuls (*faire faire*), et être en mesure de stopper des acteurs ou des forces menaçant nos intérêts (*empêcher de faire*), restent bien les trois registres d'action de la puissance moderne. C'est ce qui explique que chaque situation soit nécessairement sous-pesée à la lumière de ses caractéristiques propres, et non des seuls moyens militaires dont on dispose. C'est ce qui explique, en d'autres termes, que la Libye ne soit pas la Syrie, qui n'est pas non plus le Mali.

Quatrième confirmation enfin : rien ne sera plus jamais comme avant, et les catégories de la pensée stratégique doivent évoluer avec les ressorts de la scène mondiale. L'intervention militaire française au Mali n'est pas un retour aux années 1960 ou 70, pas plus d'ailleurs que le pivot américain n'annonce le retour à une nouvelle guerre froide, ni la nouvelle politique étrangère turque le retour aux Empires, ou au « Grand Jeu » en Asie centrale. A l'inverse, on est frappé dans l'affaire malienne par tout ce qui va à contre-sens de ce que l'on croyait savoir : un État qui, en attendant mieux, lance sans longue préparation une opération sans ses alliés, ni ses partenaires européens ni l'ONU, sur un terrain

qui n'illustre ni la guerre urbaine, ni la course aux ressources, voilà qui déroute. Mais prenons l'habitude d'être dérouterés. Qui aurait prédit, avant le 8 août 2008, le retour de l'invasion terrestre classique d'un État par un autre dans le double environnement stratégique européen et otanien ? Qui aurait prédit qu'Israël et le Hezbollah se livreraient en 2006 au Liban à une guerre à laquelle ni l'un ni l'autre n'avaient apparemment intérêt ? Qui aurait prédit que dans un Moyen-Orient qui semblait s'installer dans une équation stratégique dominée par le jeu entre ses trois puissances non arabes (Israël, Iran, Turquie), les acteurs arabes reprendraient si brutalement le devant de la scène ?

Convenons-en, cet état de surprise stratégique permanent ne facilite guère la doctrine de la puissance. Mais il nous incite d'autant plus fortement à entretenir la marge de manœuvre de sa pratique.

[\(...Site\)](#)

Hommage

Lucien Poirier

Par Frédéric RAMEL

Avec la disparition du Général Poirier, c'est le théoricien de la dissuasion nucléaire auquel d'abord et avant tout on rend hommage. Dans un mémorandum de 1967, il élaborait une « composante militaire de la manœuvre dissuasive » qui entendait offrir à la France une doctrine originale. [\(...Suite\)](#)

Dossier Stratégique

Quels intérêts stratégiques de la France et de l'UE en Afrique ?

L'IRSEM consacre le dossier de ce mois à la question des intérêts de la France et des Européens en Afrique. Comme à son habitude, nous donnerons la parole à des analystes de l'École militaire, à des chercheurs d'instituts partenaires à l'étranger et aux doctorants.

Intérêt et dilemme du renforcement des capacités africaines

Par Amandine GNANGUENON, chargée d'études spécialiste des questions africaines à l'IRSEM

Au regard de l'environnement sécuritaire africain, il est dans l'intérêt de la France de continuer à soutenir la mise en place de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA, acronyme anglais), en maintenant les principales priorités définies dans le précédent Livre Blanc. Il s'agit notamment du renforcement des capacités au maintien de la paix de l'Union africaine, des organisations régionales et des armées nationales, à la fois dans un cadre bilatéral (RECAMP) mais aussi européen (AMANI AFRICA). [\(...Suite\)](#)

La France et l'Union européenne en Afrique australe

Par Bastien NIVET, docteur en science politique, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et professeur associé à l'École de management Léonard de Vinci (EMLV, Paris La Défense).

En Afrique australe, dans la région couverte par l'organisation de développement économique de l'Afrique australe (*Southern African Development Community, SADC*), la France et l'Union européenne (UE) peinent à développer des partenariats et coopérations à la hauteur de leurs espoirs. Des intérêts et défis de sécurité communs existent pourtant, mais se confrontent à la complexité et aux spécificités du contexte politique régional. [\(...Suite\)](#)

L'Afrique est l'avenir de l'Europe

Par le général de division (2S) Maurice de LANGLOIS, directeur du domaine « Sécurité européenne et transatlantique » de l'IRSEM

L'Union européenne investit massivement en Afrique, à hauteur de 5 milliards d'euros par an, principalement dans les domaines de la coopération, du développement et de l'humanitaire. Les actions sont menées dans le cadre de la stratégie commune Afrique-UE, entrée en vigueur en 2005. La grande majorité des instruments financiers utilisés est gérée par la Commission européenne, le principal étant le Fonds européen de développement (3,7 milliards d'euros par an). [\(...Suite\)](#)

An Iron Hand in a Velvet Glove: Reclaiming the French art of Statecraft

Par Olivier SCHMITT, chercheur attaché à l'IRSEM, [prix Alexander George 2012](#)

France has now been engaged in Mali for two weeks. The intervention seems to be typical of the “French touch” by combining a degree of initial improvisation, the right amount of aggressiveness and a difficult- but so far successful- integration with the lesser advanced African forces (something Huber called ‘compound warfare’). And for all those in doubt, yesterday’s operation on the Timbuktu airport involving an airborne assault, air and ground support, and an armoured column, shows that the French tactical and operational art is alive and well. (...[Suite](#))

Mali : Another European Intervention without the EU?

By Rik Coolsaet, Sven Biscop and Jo Coelmont

As French forces are engaged in combat operations in Mali, even belated EU involvement remains crucial, to ensure that the intervention fits in with the political end-state that the EU rightly pursues. Since 11 January, French land and air forces, with military logistic support from other EU Member States (including Belgium, Denmark and the UK) have been engaged in another combat operation in Europe’s “broader neighbourhood”, in Mali. Other EU capitals, notably Berlin, have expressed clear political support. (Suite : <http://www.egmontinstitute.be>)

Les intérêts français en Afrique

Par Raphaël ROSSIGNOL, doctorant rattaché à l’IRSEM

Les intérêts français en Afrique peuvent se décliner selon des temporalités de long, moyen et court-moyen termes. Ils sont guidés par la notion d’aménagement de l’héritage fondé sur les bases (...[Suite](#))

Les intérêts stratégiques de la France en Afrique

Par Arthur BANGA, École pratique des hautes études – Université de Cocody (Côte d’Ivoire), doctorant rattaché à l’IRSEM.

La fin de la guerre froide au début de la décennie 90 et l’impact de la crise économique, liée à la chute des cours de matières premières et à la détérioration des termes de l’échange, semblaient avoir fait perdre à l’Afrique un pan de sa valeur stratégique. Toutefois, la montée en puissance des mouvements islamistes dans la corne de l’Afrique et dans la zone sahélo-saharienne, les problèmes de pirateries sur les côtes orientales africaines et dans le golfe de Guinée, les changements de régimes intervenus parfois avec violence sur le continent et la persistance des crises de tout genre ont remis l’Afrique au cœur des préoccupations mondiales. (...[Suite](#))

L’influence française en Afrique : le Mali

Par Stéphane GRANIER, Institut d’études politiques d’Aix-en-Provence, doctorant rattaché à l’IRSEM

Le Mali, grand comme deux fois la France mais peuplé de seulement 15 millions d’habitants, est un pays essentiellement agricole. Troisième producteur d’or en Afrique, il n’en est pas moins l’un des pays les plus pauvres de la planète, classé 170^{ème} sur 192 par la Banque Mondiale pour le PIB par habitant. Ancienne colonie française, il englobe à l’intérieur de ses frontières des populations diverses par la langue, les coutumes ou l’histoire mais le français y reste la langue officielle. D’ailleurs, la France accueille une large communauté malienne estimée à 80.000 ressortissants. (...[Suite](#))

Autour du sujet :

« [Rien ne remplace les classiques](#) » par le colonel **Michel GOYA**, directeur du domaine “Nouveaux conflits” à l’IRSEM

« [Au Sahel, le conflit armé n'est pas de même nature qu'en Afghanistan](#) » sur [Le Monde.fr](http://LeMonde.fr)

par le professeur **Frédéric RAMEL**, directeur scientifique de l’IRSEM.

« [Les Etats-Unis, l’Afrique et la guerre au Mali](#) » par **Maya KANDEL**, chargée d’études « États-Unis - Relations Transatlantiques à l’IRSEM »

[La perspective africaine de la Réforme du Secteur de la Sécurité \(RSS\) - De l'appropriation d'un concept par ses bénéficiaires](#), Communication d’**Isabelle DUTOUR**, doctorante rattachée à l’IRSEM.

Rencontre nationale des jeunes chercheurs en études africaines, Paris, 11 et 12 janvier 2011 :

[Fiche de l’IRSEM n°21](#), « *La paix au service de la guerre* » à l’est de la République démocratique du Congo : réflexions sur les mécanismes de reproduction de la conflictualité », Mehdi BELAID, doctorant rattaché à l’IRSEM.

[Fiche de l’IRSEM n°22](#), « *Prendre les armes en République démocratique du Congo* », de la réalité d’un engagement à sa

légitimation, Mehdi BELAID, doctorant rattaché à l'IRSEM.

Fiche de l'IRSEM n°23 « *Les modèles explicatifs de la guerre irrégulière : discussion autour d'un objet évanescant* »

Sarah GUILLET

Enjeux

Le tournant stratégique américain

La transition stratégique américaine

Par Maya KANDEL, chargée d'études États-Unis - Relations transatlantiques à l'IRSEM

La réélection de Barack Obama à la présidence des États-Unis donne une portée et une validité nouvelles à la directive stratégique de défense (*Defense Strategic Guidance* ou DSG 2012) parue en janvier 2012, et qui aurait pu disparaître dans les oubliettes de l'histoire en cas de victoire de Mitt Romney. Les États-Unis entrent à présent dans une année décisive avec l'élaboration de la prochaine revue stratégique de défense (*Quadriennial Defense Review* ou QDR), exigence légale quadriennale dont le rapport doit être soumis au Congrès en février 2014. Or la DSG 2012 marquait une rupture avec la dernière QDR, parue en 2010, en tranchant un certain nombre de points que cette dernière avait laissés en suspens. (...[Suite](#))

La défense des États-Unis au bord du gouffre budgétaire? Vers un quatrième cycle baissier pour les dépenses militaires

Par Aude-Emmanuelle FLEURANT, directrice du domaine « Armement et économie de défense » à l'IRSEM

Les dépenses militaires américaines semblent aujourd'hui entrer dans un nouveau cycle baissier dont l'envergure reste cependant à déterminer. La plupart des analystes, suivant de près les crises budgétaires qui ont émaillé la vie politique de Washington depuis un an et demi, envisagent une fourchette de compressions se situant quelque part entre 30 % et 35 % du niveau de dépenses du Pentagone atteint en 2011. Le processus qui débute à peine s'annoncerait donc très douloureux. (...[Suite](#))

Le livre du mois

Théories de la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts et approches, armées contemporaines, Charles-Philippe David (dir.) Les presses de l'université de Montréal, 2012, 530 p.

Par Gilles RIAUX, chargé d'études au domaine « Sécurité régionale comparée » de l'IRSEM

Avec cet ouvrage, les politistes du Québec font encore une fois la preuve de leur capacité à aborder collectivement un objet aussi complexe que la politique étrangère des États-Unis. Leur familiarité avec la production scientifique américaine offre un tour d'horizon systématique et exhaustif de la question. Il répond clairement à l'objectif pédagogique de l'ouvrage puisque c'est un manuel présentant les principaux courants théoriques qu'ont rédigés les auteurs, sous la direction de Charles-Philippe David. Le livre sera utile aux étudiants et à toute personne qui souhaitent mieux appréhender les ressorts de la politique étrangère de la première puissance mondiale. L'ouvrage s'adresse aussi aux futurs et jeunes chercheurs : il indique certains points aveugles de la recherche liés à certaines approches de l'objet politique étrangère et propose des pistes de travail pour renouveler son étude (... [Suite](#))

Relève stratégique

Les jeunes chercheurs de l'IRSEM

Faire des sciences sociales en terrain militaire : une opération spéciale ?

Retour sur la conférence du Jeudi 07 février 2013

[\(...programme\)](#)

La Lettre Asie n°2 ... à télécharger sur <http://www.defense.gouv.fr/irsem>

Fiches de lecture

Deux nouvelles fiches de lecture. Rédactrice : **Alice Pannier**, doctorante rattachée à l'IRSEM.

- **Pour une nouvelle Entente cordiale, La relance de l'alliance franco-britannique en matière de sécurité** ouvrage collectif dirigé par Yves Boyer, Pierre Lellouche et John Roper Masson, Paris, 1988, 223 p.
- **Analyzing foreign policy** de Derek Beach, Palgrave MacMillan, New York, 2012, 280p.

Campagne de bourses en sciences humaines et sociales DGA-IRSEM 2013 : clôture le 15 avril 2013.

Le ministère de la défense attribue chaque année une douzaine de bourses de thèses, d'une durée de deux ou trois ans dans le domaine des sciences de l'homme et de la société, pour des travaux ayant trait aux questions de défense et de sécurité.

Conditions de candidatures sur : <http://www.defense.gouv.fr/irsem>

Fenser la violence collective, vient de paraître aux éditions Nuvis

Le 9 février 2012, les doctorants rattachés à l'IRSEM ont présenté leur réflexion sur le thème de la Violence. Animé par Frédéric RAMEL, directeur scientifique de l'IRSEM, ce workshop a permis à ces jeunes chercheurs de présenter leurs travaux devant trois universitaires spécialistes de cette question. Il s'agissait de Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Directeur d'études à l'EHESS, Thomas LINDEMANN, Professeur de science politique à l'université de Lille II et Ninon GRANGE, Maître de conférences en philosophie politique à l'université de Paris VIII.

L'ouvrage paru ce mois-ci aux éditions Nuvis reprend l'ensemble des contributions présentées lors de ce workshop.

Retrouver en ligne [le programme](#) et [le lien vers l'éditeur](#)

Les jeunes chercheurs ont publié

Retrouvez les **publications récentes des doctorants** rattachés à l'IRSEM [sur ce lien](#).

Actualités

Retours sur les événements scientifiques de novembre

Colloque de l'IRSEM du 14 novembre 2012 organisé avec l'Ecole de guerre sous la présidence du directeur de l'IHEDN et de l'EMS : *Peut-il encore y avoir des stratégies nationales ?*

L'actualité de la réactualisation du livre blanc était l'occasion pour l'IRSEM de croiser les regards des analystes et des praticiens de la stratégie et des relations internationales afin de répondre à la question « Peut-il encore y avoir des stratégies nationales ? ».

[\(...Suite\)](#)

Ce mois-ci à l'IRSEM

➤ **Lundi 18 février 2013**

« Crises économiques et guerres », journée d'étude de l'IRSEM

Amphithéâtre de la DCoD - École militaire, de 10h00 à 18h00

[Programme](#)

➤ **Mardi 19 février 2013**

Les **Rendez-vous de l'Histoire** : « La campagne d'Allemagne de 1813 et la bataille de Leipzig »

Avec Patrick BOUHET attaché d'administration à la DMPA - Amphithéâtre de Bourcet de 18h00 à 19 h30 à l'École militaire([...Lien](#))

Nos chercheurs ont écrit

Espaces fluides, espaces solides

Laurent Henninger, chargé d'études du domaine « Histoire de la défense et de l'armement », à l'IRSEM, a publié, dans le numéro du mois d'octobre dernier de la Revue de Défense Nationale, un petit article posant les bases de la réflexion qu'il mène depuis quelque temps dans le prolongement de ses travaux sur l'histoire des « révolutions militaires ». (.../...) D'ores et déjà, le séminaire qu'il co-anime tous les mois depuis six ans avec André Brigot à l'EHESS et qui était consacré aux « Révolutions et mutations militaires » s'est réorienté cette année sur cette nouvelle thématique.

[\(Plus d'infos ici...\)](#) et [ici](#).

Vient de paraître

[Fiche de l'IRSEM n°21](#), « *La paix au service de la guerre* » à l'est de la République démocratique du Congo : réflexions sur les mécanismes de reproduction de la conflictualité », Mehdi BELAID, doctorant rattaché à l'IRSEM.

[Fiche de l'IRSEM n°22](#), « *Prendre les armes en République démocratique du Congo* », de la réalité d'un engagement à sa légitimation, Mehdi BELAID, doctorant rattaché à l'IRSEM.

[Fiche de l'IRSEM n°23](#) « *Les modèles explicatifs de la guerre irrégulière : discussion autour d'un objet évanescent* »

Sarah GUILLET

Abonnement

S'abonner ou envoyer à un ami :

[Inscription](#)



Directeur de publication : Frédéric Charillon

Rédactrice en chef : Diane de Laubadère
diane.de-laubadere@defense.gouv.fr

Webmestre : Jacques Souhier